**Revue internationale de pédagogie de
l'enseignement supérieur**

**28(2) | 2012
Varia - automne 2012**

Charles Hadji, Faut-il avoir peur de l'évaluation ?

Bruxelles : De Boeck (2012), 317 pp, €36, ISBN 978-2-8041-6873-5

Nicole Rege Colet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ripes/670>

DOI : 10.4000/ripes.670

ISSN : 2076-8427

Éditeur

Association internationale de pédagogie universitaire

Référence électronique

Nicole Rege Colet, « Charles Hadji, Faut-il avoir peur de l'évaluation ? », *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur* [En ligne], 28(2) | 2012, mis en ligne le 06 novembre 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ripes/670> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ripes.670>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Charles Hadji, Faut-il avoir peur de l'évaluation ?

Bruxelles : De Boeck (2012), 317 pp, €36, ISBN 978-2-8041-6873-5

Nicole Rege Colet

RÉFÉRENCE

Hadji, C. (2012). Faut-il avoir peur de l'évaluation ? Bruxelles : De Boeck, 317 pp, €36, ISBN 978-2-8041-6873-5

- 1 Les procédures d'assurance qualité et les dispositifs d'évaluation sont désormais des priorités des politiques de l'enseignement supérieur européen au fur et à mesure que l'on donne de la consistance au cinquième principe de la déclaration de Bologne qui vise la coopération en matière de démarches qualité à travers des méthodologies et des critères transparents et comparables. Si les approches plébiscitées sont déjà bien implantées dans le monde anglophone, dans le monde de l'enseignement supérieur francophone, les institutions s'approprient progressivement les valeurs et principes de la culture qualité de manière à développer des dispositifs et des pratiques évaluatives intégrés à leurs plans de développement stratégique. Il en résulte des changements significatifs dans le contexte politique et institutionnel. De nombreuses agences d'assurance qualité et d'accréditation ont vu le jour comme l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) créée en France, en 2007, ou l'AEQES (Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur) créée en Belgique, en 2008. La Suisse vient d'adopter une nouvelle loi fédérale - Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse de hautes écoles (LEHE) - qui fournit les conditions cadre du nouveau système universitaire suisse. Plusieurs articles traitent de l'accréditation qui sera obligatoire pour obtenir les subventions fédérales. Les démarches qualité ont un impact sur le modelage du paysage de l'enseignement supérieur et il n'est guère surprenant de constater une multiplication des publications francophones sur les dispositifs

d'évaluation et d'assurance qualité. Entrer dans une culture qualité représente un défi et, comme souvent face à une telle exigence de changement, il y a de nombreux obstacles à surmonter de manière à ce que les démarches qualité puissent servir leurs buts et en particulier celui de contribuer au développement de l'enseignement supérieur et de la qualité de son enseignement.

- 2 L'ouvrage de Charles Hadji - *Faut-il avoir peur de l'évaluation ?* - arrive au bon moment alors que les débats s'enflamment sur les mérites et risques des procédures d'évaluation. Hadji est reconnu comme un expert en matière d'évaluation en raison, d'une part, de son expérience au cœur du système éducatif français, d'abord comme enseignant, puis comme responsable de la formation des enseignants. Sa formation de philosophe l'a amené à s'interroger sur les principes et mécanismes de l'appréciation et du jugement et, ce faisant, il nous propose un itinéraire passionnant pour explorer le potentiel et les risques des pratiques évaluatives tels qu'ils les a expérimentées et observées à travers son regard critique de philosophe. L'ouvrage comprend trois parties chacune représentant une étape dans un voyage pour comprendre et pratiquer une évaluation « raisonnable » au sens cartésien. La première est dédiée à l'observation des pratiques évaluatives en France où le lecteur est alerté sur les dérives de l'évaluation telle qu'elle est actuellement pratiquée. La seconde partie traite de la méthodologie visant à promouvoir des procédures impartiales et la troisième questionne l'éthique de l'évaluation et les risques que l'évaluation soit instrumentalisée par les idéologies politiques et économiques.
- 3 La première partie du livre évoque la « calamité sociale » de l'évaluation en France. La terminologie est explicitement provoquante de manière à attirer l'attention et à susciter une prise de conscience des principaux enjeux. Hadji confirme que de nombreuses démarches évaluatives ont vu le jour en France au cours des dix dernières années et, avec elles, de nouvelles figures professionnelles chargées de mettre en œuvre les politiques en matière d'évaluation qui se multiplient. Il parle de « fièvre de l'évaluation » et, selon ses observations, elle est plus contagieuse que certaines formes de grippe. L'évaluation est désormais trop invasive et, ce faisant, elle s'est rapidement transformée en « calamité sociale » : il y a trop d'évaluation ; elle n'est pas toujours conduite de manière appropriée puisque mise en place trop rapidement ; et les objectifs poursuivis avec l'évaluation sont discutables. Les approches à visée de développement professionnel, par manque de temps et de méthodologie, deviennent des simples routines de contrôle. L'excellence et la réputation sont trop souvent utilisées comme seul critère de mesure et d'appréciation.
- 4 Hadji analyse six situations où il a constaté un effondrement des dispositifs d'évaluation : 1) l'évaluation des élèves et l'évaluation institutionnelle fondée sur la comparaison des établissements en fonction de la réussite des élèves ; 2) l'évaluation des enseignants ; 3) le classement des établissements d'enseignement supérieur ; 4) le baccalauréat français qu'il qualifie de monument français à l'évaluation centralisée ; 5) l'engagement du personnel qui se fonde exclusivement sur le principe du concours ; 6) la pression de la réussite qui conduit à des pratiques organisées de triche et de fraude. De ce panorama très informatif pour quelqu'un qui méconnaît les spécificités du système français, il en résulte que la France se caractérise par un système d'évaluation centralisé et nationalisé qui génère beaucoup de bureaucratie. Le développement des procédures d'évaluation accroît la pression sur le système centralisé ce qui implique plus d'erreurs et de failles. Hadji en donne quelques exemples qui, dans certains cas,

sont même très drôles à condition de partager son sens de l'humour. Et dire qu'il ne faudrait pas grand-chose pour apporter des améliorations. La France a développé une culture qualité qui met l'accent sur la compétition et la participation dans les concours nationaux. Le contrôle, la comparaison et le classement des performances forment la colonne vertébrale de la plupart des dispositifs d'évaluation ce qui laisse peu de place pour une approche orientée vers le développement et la croissance.

- 5 Pour Hadji la « calamité sociale » de l'évaluation provient des inégalités sociales grandissantes. Le dogme de la réussite à tout prix et de l'excellence, le recours quelques fois biaisé à l'évaluation et les finalités ambiguës sont autant de symptômes de la tragédie en cours. Il estime que la société est désormais déséquilibrée en raison des inégalités sociales et que les pratiques évaluatives ne font que refléter l'état de la société. Appréhender la complexité de l'évaluation et des démarches d'assurance qualité permet de faire un pas en direction d'une démarche d'amélioration de la société. Sur ce constat quelque peu pessimiste, le livre se tourne vers les questions de méthodologie.
- 6 La deuxième partie du livre vise à proposer un cadre méthodologique pour conduire des procédures d'évaluation ayant sens et elle commence par une question philosophique : Comment juger ce qui est « bon » en évaluation ? Hadji entreprend, alors, de distinguer la « bonne » évaluation de la « mauvaise ». Selon lui, une approche critique implique de reconnaître l'essence même de l'évaluation, de viser l'efficacité (l'évaluation sert-elle l'objectif retenu ?) et de veiller à la cohérence de manière à éviter des contradictions internes et externes. Reconnaître l'essence de l'évaluation implique de se doter d'une définition complexe susceptible de capturer la pluralité des approches (scientifique, compréhensive et normative). Hadji se réfère à d'autres auteurs considérés comme des experts de l'évaluation comme De Ketele (1993) ou Bonniol et Vial (Bonniol & Vial, 1997 ; Vial, 2001). Bien que leurs modèles aient été pertinents pour décrire la complexité de l'évaluation et les différents niveaux et dimensions qui la traversent, Hadji estime qu'ils ne rendent pas compte de la nature de l'évaluation. En effet, il semblerait qu'on ait renoncé à élaborer un cadre conceptuel arguant que les pratiques sociales ne peuvent pas être étudiées scientifiquement. Hadji s'en distancie défendant, bien au contraire, que les pratiques évaluatives peuvent être identifiées en tant que telles et validant, ce faisant, l'objectif de comprendre l'acte d'évaluer. Il soutient qu'un modèle conceptuel complexe est nécessaire non seulement pour distinguer les différentes formes d'évaluation mais aussi pour juger des intentions, de l'efficacité, des risques et des conséquences.
- 7 Ces prémices posées, la deuxième partie développe une définition opérationnelle de l'évaluation. Selon Hadji, l'évaluation consiste à produire un énoncé évaluation par rapport à un objet donnée. L'énoncé est formulé en confrontant les attentes exprimées sous forme de critères avec des aspects significatifs du réel saisis sous forme d'indicateurs (p. 117). La dynamique de l'évaluation requiert d'analyser les attentes, d'explicitier les critères, d'observer la réalité, d'identifier des indicateurs pertinents et, finalement, d'exprimer un jugement quant à la valeur de la réalité observée et son acceptabilité. Cette démarche vis-à-vis de l'évaluation est certes innovante et Hadji avance des propositions concrètes pour améliorer les dispositifs et pratiques évaluatives. Son modèle d'analyse repose sur trois questions simples : Que faut-il évaluer : quelles sont les priorités ? Que faut-il et peut-on mesurer : quels sont les observables ? Quels en sont les critères : comment interpréter ? L'évaluation

s'apparente à une démarche de questionnement qui s'efforce de trouver des réponses acceptables à une question de recherche. Ce postulat invite Hadji à discuter des critères de la qualité ; il nous rappelle que la qualité n'existe pas en tant que telle. Elle est l'objet d'une construction sociale dont les définitions (et critères) évoluent en fonction des contextes, des buts et des intentions. Il illustre son propos en examinant des dispositifs d'évaluation dans des contextes variés (le système judiciaire, la fonction ressources humaines, la santé, les entreprises et les banques) avant de revenir sur le cas du système éducatif. Tous les exemples donnés soulignent les risques encourus quand l'évaluation n'est pas conduite dans un but clair ou avec une démarche d'investigation rigoureuse. L'évaluation est trop souvent conçue comme un but en soi au lieu d'être un moyen pour atteindre un objectif ce qui induit à la fois de la confusion et un usage inapproprié des données produites. Le dernier argument de la seconde partie propose de distinguer clairement entre « estimation » et « appréciation ». Selon Hadji, l'estimation consiste à mesurer la réalité ou un phénomène tandis que l'appréciation nécessite de juger de la valeur d'un aspect de la réalité. Il plébiscite une posture d'« évaluation appréciative » et de ne pas céder à la fascination des chiffres et de la mesure quantitative. Il conclut, en guise de prélude à la dernière partie sur l'éthique de l'évaluation, avec un examen critique des statistiques et des récoltes de données comprenant une critique virulente des agences de notation et de leurs effets sur la vitalité des systèmes économiques.

- 8 La troisième partie est sans contexte la partie la plus philosophique où des concepts novateurs dans le champ des sciences de l'éducation sont convoqués. Le propos consiste à discuter de la validité sociale et de l'adéquation en matière d'évaluation d'autant plus que le principe de jugement est au cœur de toutes les pratiques. Hadji fait appel à la théorie de la justice de Rawls (1997) pour isoler les principes universels qui fondent les pratiques évaluatives. Il plaide en faveur de la vérité sur les valeurs et de l'« évaluation démocratique », soit une pratique évaluative qui sert le bien de tous. Il recommande aussi la cohérence dans toute démarche évaluative en respectant la nature de l'évaluation, en assurant la cohérence externe (alignement avec les intentions) et interne (alignement avec le contexte institutionnel) et en attestant la validité méthodologique. Hadji souscrit aux procédures d'évaluation qui soutiennent le développement personnel, institutionnel et structurel et la croissance. Il ajoute que seule l'évaluation démocratique qui interprète et informe ouvertement permet de mettre fin à la « calamité sociale » condamnée dans la première partie.
- 9 Hadji aborde la problématique de l'éthique en évaluation en repartant de la question de savoir ce qui est « bon » en évaluation et, à cet effet, il applique une analyse kantienne. Il argue en faveur d'une quête des valeurs universelles qui vont au-delà des morales locales et partielles. Il retient l'importance de partir d'un questionnement qui guide la réflexion et l'action et dont la valeur ultime est l'humanité. Finalement, il invite à nettoyer les pratiques évaluatives de visées idéologiques. Il conclut qu'il n'est pas nécessaire d'avoir peur de l'évaluation si elle est conduite avec raison.
- 10 L'analyse philosophique de Hadji mérite d'être valorisée et diffusée pour la rigueur de ses démonstrations et la discipline proposée pour développer les pratiques évaluatives et dépasser les obstacles idéologiques. Il sera intéressant de suivre le cheminement de cet ouvrage au cœur des débats animés sur l'évaluation et les réactions suscitées. Personne n'aime être bousculé par rapport à ses croyances et certitudes et ce livre le fera certainement. Il n'est pas exclu que le livre soit même rejeté accusé de défendre

une approche « dissidente ». Il contient, entre autres, des remarques sarcastiques sur l'usage idéologique de l'évaluation fait par Sarkozy, président en fonction au moment où le livre fut écrit. Aujourd'hui, la France vient d'élire un nouveau président, le socialiste François Hollande. Les changements attendus et appelés pourront-ils conduire à plus d'évaluation démocratique ? Difficile de se prononcer aujourd'hui ! Quoi qu'il soit, le livre de Hadji est un instrument puissant pour transformer les pratiques évaluatives.

BIBLIOGRAPHIE

Bonniol, J.-J., & Vial, M. (1997). *Les modèles de l'évaluation. Textes fondateurs avec commentaires*. Bruxelles : de Boeck.

De Ketele, J.-M. (1993). L'évaluation conjuguée en paradigmes. *Revue française de pédagogie*, 103, 59-80.

Rawls, J. (1997). *Théorie de la justice*. Paris: Editions du Seuil.

Vial, M. (2001). *Se former pour évaluer. Se donner une problématique et élaborer des concepts*. Bruxelles : de Boeck.

AUTEURS

NICOLE REGE COLET

SUPSI

nicole.rege-colet@supsi.ch